

Paris, le 11/11/2005

Tous les chiliens doivent pouvoir voter pour leur président !

Hier, à l'initiative de Junto Podemos Mas et du Parti Humaniste Français, un rassemblement a eu lieu devant l'Ambassade du Chili en France. Une délégation a été reçue par l'ambassadeur du Chili. Une lettre lui a été remise soulignant le fait que les chiliens vivant en France ne pourront toujours pas voter pour élire leur président lors des élections du 11 décembre 2005. Cette même lettre a été remise dans les ambassades chiliennes de 12 pays d'Europe.

Soulignant le fait que le déni du droit de vote est une atteinte aux Droits de l'Homme (Article 21 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948), Alain Ducq, président du Parti Humaniste Français, a remis une lettre rappelant que bien que « *les autorités gouvernementales aient fait des déclarations favorables dans ce sens, jusqu'à présent, il n'y a pas un projet concret relatif au droit de vote pour les chiliens vivant à l'étranger* ».

Paco Peña et Sergio Zamora, représentants de la coalition Junto Podemos Mas en France, ont insisté auprès de l'Ambassadeur, en soulignant que l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, le Pérou, permettaient à leurs ressortissants vivant à l'étranger de voter et que même des pays en guerre tel que l'Irak ou l'Afghanistan le permettaient.

Le fait que la communauté chilienne représente près de 15.000 personnes en France rend l'organisation de ces élections très aisée surtout lorsque l'on pense que certaines ambassades en France, organisent des élections où votent des centaines de milliers de personnes comme c'est le cas par exemple pour l'Algérie.

L'Ambassadeur ainsi que ses conseillers ont admis qu'il y avait là une carence de la démocratie chilienne qu'ils ont tenté de justifier par les difficultés à faire passer un changement dans la loi électorale au parlement en raison du scrutin binominal.

En insistant pour avoir des informations régulières sur les avancées de la législation chilienne de ce pilier de base de la démocratie qu'est le droit de vote, la délégation a quitté l'ambassadeur pour reproduire cet entretien aux militants rassemblés sur la place Salvador Allende, face à l'Ambassade.

Il est certain que le futur gouvernement de Tomas Hirsch, candidat à l'élection présidentielle du 11 décembre, pour la coalition Juntos Podemos Mas, n'attendra pas 15 ans de gouvernance pour que les chiliens vivant à l'étranger puissent voter !



Contact presse – William Dupré 06 72 25 85 97
www.podemos-francia.org
www.parti-humaniste-france.org